



HAL
open science

Introduction

Claudine Fontanon

► **To cite this version:**

Claudine Fontanon. Introduction. Cahiers d'histoire du Cnam, 2014, Les sciences de l'homme au travail au Cnam à l'aube des Trente Glorieuses, vol.01 (1), pp. 15-21. hal-01863257

HAL Id: hal-01863257

<https://hal.science/hal-01863257>

Submitted on 10 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Introduction

Claudine Fontanon
Centre Alexandre Koyré, EHESS, et membre associée d'HT2S, Cnam

Le 18 octobre 2012 se tenait dans l'amphithéâtre « Abbé Grégoire » du Conservatoire national des arts et métiers une rencontre pour la préparation du *Dictionnaire biographique des professeurs du Cnam* pour les années 1945-1975, organisée en collaboration avec Régis Ouvrier-Bonnaz sur le thème des Sciences de l'homme au travail à l'aube des Trente glorieuses. Dans une présentation liminaire, nous tenions à évoquer l'historique de ce champ de savoirs appliqués, unique en France dans la première moitié du XX^e siècle. D'un point de vue historiographique, la période est désormais bien explorée avec les travaux de Thomas Le Bianic sur le Cnam et la machine humaine qui porte sur la période 1900-1990 (Le Bianic, 2004), ceux de Régis Ouvrier-Bonnaz relatif à l'histoire des chaires de 1900 à 1945 (Ouvrier-Bonnaz, 2010). On peut également mentionner les recherches historiques que nous avons effectuées en 1994 à l'occasion d'une conférence donnée sur les enseignements de l'homme au travail au Cnam de 1900 à 1950 dans le cadre d'un séminaire de l'EHESS, ainsi que l'article publié en 1994 dans *La Revue* du Musée des techniques sur le Musée de la prévention des accidents et de l'hygiène industrielle (Fontanon, 1994),

de même que les notices biographiques du *Dictionnaire* publié la même année, pour les chaires mentionnées sur l'organigramme associé à cette présentation (Fontanon & Grelon, 1994). Les publications de Vincent Viet sur le corps des inspecteurs du travail et sur le choix de la prévention viennent compléter cette riche bibliographie (Viet, 1994 et 1992).

En revanche, l'historiographie sur la période des Trente Glorieuses reste à développer bien qu'il faille mentionner les travaux de Thomas Le Bianic sur les psychotechniciens pour les années 1945-1990 (Le Bianic, 2008). La rencontre que nous avons organisée en 2012 a été l'occasion de combler partiellement cette lacune historiographique.

L'idée de créer un enseignement d'hygiène industrielle au Conservatoire remonte au Second Empire, époque où les socialistes utopiques et le patronat catholique commencent à dénoncer les méfaits du régime manufacturier sur la classe ouvrière. En 1848, déjà, l'Académie des sciences commande une enquête à Adolphe Blanqui, professeur d'économie politique au Cnam, sur l'état physique et moral de la classe ouvrière en France, alors que quelques médecins s'intéressent aux maladies professionnelles dans

les années 1860. C'est le moment où les demandes de création d'un enseignement d'hygiène industrielle sont adressées au directeur du Cnam, Arthur Morin, qui se montre un farouche adversaire d'une telle création en vertu d'une conception très conservatrice des rapports sociaux. La réticence de la majorité des professeurs du Conservatoire à l'introduction des sciences de l'homme au travail perdurera jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

Pourtant, le mouvement en faveur de l'hygiène industrielle, de la lutte contre les accidents du travail, de l'étude de la fatigue et des maladies professionnelles prend un caractère scientifique et international dans les années 1880-1900, avec la multiplication des musées sociaux, des expositions internationales d'hygiène, des congrès internationaux pour l'étude des maladies professionnelles ou des congrès sur les accidents du travail.

Il faut attendre l'arrivée au pouvoir en France des radicaux socialistes puis la montée du bloc des gauches ainsi que l'évolution de la législation du travail pour que les sciences de l'homme au travail soient introduites au Cnam. Un rôle de premier plan est joué à cet égard au Cnam par le socialiste Alexandre Millerand, ministre du Commerce et de l'Industrie, de juin 1899 à avril 1902 dans le cabinet Waldeck Rousseau. Intervient au même moment la réforme des statuts du Cnam votée en mai 1899, qui place l'établissement sous tutelle d'un conseil d'administration présidé par un membre de la haute administration du ministère de tutelle. Ce sera en 1900 le solidariste Léon Bourgeois qui occupera cette fonction, puis de 1902

à 1909, Alexandre Millerand qui poursuivra l'œuvre entreprise au ministère en développant au Cnam « *les enseignements à caractère social ou relatifs à l'homme dans son environnement de travail* ».

C'est dans ce contexte politique favorable, que Mamy, directeur de l'Association des industriels de France contre les accidents du travail, obtient en 1901 l'autorisation de donner des conférences sur l'hygiène et la sécurité du travail, bientôt intégrées dans les conférences du dimanche patronnées par le conseil de perfectionnement. En 1900, le Conseil municipal de Paris, dominé par les socialistes réformistes, crée une chaire d'histoire du travail confiée à Georges Renard, ancien « communex » et socialiste militant qui publie en 1912 une *Histoire universelle du travail*. Après le départ de son titulaire au Collège de France en 1908, elle est transformée en chaire d'associations ouvrières alors que le Conseil municipal propose en 1908 Eugène Fournière comme titulaire, ancien député socialiste. L'initiative revient en 1905 à Alexandre Millerand suite à la suggestion de la préfecture de la Seine, de proposer un cours d'hygiène industrielle pour trois ans et c'est le docteur Frédéric-Louis Heim, proche des radicaux au pouvoir et seul candidat, qui assure l'enseignement.

La même année, le conseil d'administration accepte l'installation au Cnam d'un Musée de la prévention des accidents et de l'hygiène industrielle. Cette création est liée à la législation sociale de 1898 sur les accidents du travail dont les demandes d'indemnisation sont enregistrées à la préfecture de la Seine,

législation qui obligeait les industriels à prendre en compte les questions de sécurité au travail. Un journaliste explique lors de son inauguration que « *la nouvelle création doit être considérée comme un bienfaisant facteur d'entente entre les travailleurs et les employeurs* », une référence explicite à la politique de la « main tendue » des radicaux socialistes qui, selon Vincent Viet, vise à intégrer les ouvriers à la République par le biais des relations industrielles. La même année est créé un cours d'hygiène industrielle qui s'adresse principalement aux chefs d'entreprises, aux médecins hygiénistes ou aux inspecteurs du travail dont le corps a été fondé en 1892 et qui vient d'être rattaché au tout nouveau ministère du Travail. C'est au médecin Frédéric Heim de Balsac qu'est confié le cours, qui sera transformé en chaire en 1913.

Les efforts conjugués de radicaux socialistes et des scientifiques proches du pouvoir conduisent à la création d'une commission d'étude relative à la physiologie du travail professionnel et c'est au Cnam qu'est alloué un budget spécial par le Ministère du travail pour la création d'un laboratoire sur « le travail musculaire professionnel » ; le mot physiologie n'est pas prononcé tant le conseil d'administration se montre méfiant vis-à-vis de la discipline, craignant une nouvelle fois que les études soient utilisées à des fins d'agitation sociale ou ne brouille la frontière entre physiologie et médecine.

C'est Jules Amar qui est choisi comme chef de laboratoire en décembre 1913, puis comme directeur en juillet 1914 où il exercera jusqu'en 1919. Mais

la Grande Guerre l'amène à recentrer son travail sur les prothèses et la réadaptation des grands mutilés. Son ambition de se servir de ce laboratoire pour créer une chaire de physiologie au Cnam est cependant déjouée par les conseils d'administration et de perfectionnement qui entendent créer une chaire d'organisation technique du travail humain en décembre 1919. Jules Amar, pour des raisons inavouées, n'est pas retenu. Mais Jean-Paul Langlois meurt peu de temps après, non sans avoir eu le souci de mettre avant tout la physiologie au service de la santé des travailleurs. Les conseils en profitent pour restructurer les enseignements, la physiologie étant rattachée à la chaire d'hygiène industrielle en 1924 mais aucun titulaire n'est nommé avant 1928. Le successeur de Heim de Balsac à la chaire rebaptisée « Hygiène générale dans ses rapports à l'industrie » est Jean-Henri Pottevin. Normalien, docteur en médecine député puis sénateur de la gauche démocratique radicale du Tarn et Garonne, son action parlementaire témoigne de son intérêt pour l'hygiène publique et industrielle. Mais pas plus que son prédécesseur, il ne donne une véritable ampleur à la physiologie du travail au Cnam. Cette situation évolue avec la nomination d'Henri Laugier qui lui succède à sa disparition en 1928.

Une nouvelle orientation est donnée à la chaire rebaptisée « Physiologie du travail, hygiène industrielle et orientation professionnelle ». Édouard Herriot, ministre de l'Instruction publique de 1926 à 1928, Président du conseil du Cartel des gauches (1924-1926) et Edmond Labbé directeur de la Direction de l'enseigne-

ment technique rattachée à ce ministère en 1922, ont vu dans Laugier un physiologiste reconnu, un candidat à la stature suffisamment importante pour relayer les efforts du gouvernement dans sa politique de justice sociale. Car, soulignons-le encore une fois, il existe des liens étroits entre savants républicains œuvrant dans le domaine de la physiologie et ceux qui militent en faveur de la réforme sociale et politique. Dans les deux cas, il s'agit de faire reculer grâce à la science les différentes sortes de pathologies sociales que produit le libéralisme.

Dans son cours, Laugier développe une approche globale concernant les sciences de l'homme pour répondre aux besoins pratiques de la société et donne une coloration toute particulière à son enseignement d'orientation professionnelle et de psychotechnique, en développant la vision d'une « biotypologie » des individus qui coordonne morphologie, anthropométrie, psychologie différentielle et psychologie individuelle pour envisager une classification scientifique des types humains. Tous les auteurs ont insisté sur le caractère eugéniste de cette approche. Mais par sa réputation internationale et ses talents d'administrateur, Laugier contribuera à asseoir durablement les sciences de l'homme au travail au Cnam. Il faut noter toutefois que le cours est le plus souvent assuré par sa collaboratrice à l'INOP, Catherine Veil. Avec les fonctions que le Front populaire confie à Laugier (en 1936 il est nommé chef du service central de la recherche, puis directeur du CNRS en 1939), Laugier démissionne de sa chaire en 1937. Cette période se carac-

térise par le déclin au Cnam de l'hygiène industrielle et la montée de nouvelles disciplines : la physiologie appliquée et l'orientation professionnelle.

Parallèlement, à partir des années 1930, la psychologie se professionnalise et la profession cherche à promouvoir l'affectation rationnelle des individus selon leurs aptitudes à la sortie du système scolaire (l'orientation professionnelle) ou au sein de l'usine (la sélection professionnelle). En 1930, Laugier avait défendu un projet d'un Institut du Travail auprès de la direction du Cnam. Ce projet n'aboutira pas mais sera relancé en 1941 avec le rattachement de l'INOP au Cnam. À son départ, les enseignements de Laugier sont pris en charge par ses deux assistants Raymond Bonnardel, pour la physiologie appliquée et Robert Faillé, pour la physiologie. Cette séparation aboutira en 1946 et 1947 à la création de deux chaires distinctes. Deux candidats se présentent à la succession de Robert Faillé : Camille Soula, un physiologiste peu préoccupé des applications industrielles de sa discipline mais qui obtient les faveurs des conseils en raison de l'ampleur de ses travaux scientifiques, et René-Paul Bize, homme d'action et excellent pédagogue qui n'est pas retenu. L'enseignement de la physiologie du travail financé par le budget du Cnam donnera naissance à la chaire d'Ergonomie occupée par Jean Scherrer en 1958, Alain Wisner en 1966 et actuellement par Pierre Falzon.

Mais le conseil de perfectionnement tient à ce que l'enseignement de la psychotechnique et de l'orientation professionnelle ne soit pas délaissé alors

que les industriels s'intéressent de plus en plus à ces disciplines. C'est la raison pour laquelle un cours de sélection professionnelle est créé par les industriels en mars 1947. René Paul Bize se porte alors candidat et est retenu contre Morali Daninos, ancien psychotechnicien des armées. Bize donne une orientation différente de celle de Laugier : l'hygiène industrielle et la biométrie disparaissent du programme au profit d'applications plus immédiates comme le reclassement professionnel des déficients, l'organisation des services de sélection dans les usines les méthodes de recrutement aux différents emplois. Le cours de Bize occupe une place importante dans la professionnalisation de la psychotechnique après la guerre. Selon Thomas Le Bianic, celui-ci assure la formation d'une part importante de psychotechniciens en exercice dans le secteur pendant les Trente Glorieuses (Le Bianic, 2008). Mais la théorie des aptitudes développée par Pieron puis reprise par Bize finira par s'essouffler alors que se développe la psychologie clinique et expérimentale, et que les nouvelles disciplines comme l'ergonomie, la sociologie du travail ou la théorie des organisations mettent l'accent sur les processus d'adaptation réciproque entre individus et postes de travail. Ces évolutions vont exercer une influence sur le cours de Bize qui devient un cours de psychologie du travail en 1966. Ses successeurs seront Pierre Goguelin en 1970 et Christophe Dejours en 1990 à la chaire rebaptisée « psychopathologie du travail ».

Enfin, il faut également mentionner la création en 1929 d'une chaire de

prévention des accidents du travail. Nous avons vu précédemment que seules les conférences du dimanche proposaient un enseignement dans ce domaine depuis 1901. La proposition émane une nouvelle fois du ministère du Travail et c'est le docteur André Salmont qui est retenu fin 1929, suite au décès de Frois, inspecteur du Travail soutenu par le ministère. Très actif dans sa discipline, André Salmont crée dès 1931 un certificat de prévention et dépose un projet de laboratoire. Il obtient à l'automne 1931 la création d'un diplôme d'ingénieur de sécurité du travail. Excellent propagandiste et convaincu de la place importante qu'allait prendre la radio et la le cinéma comme outil de vulgarisation et d'enseignement, il propose la création d'une cinémathèque spécialisée. En 1932, il obtient du ministère du Travail un crédit pour une tournée en province et suggère finalement à Laugier en 1937 de rattacher l'hygiène industrielle à la prévention des accidents pour constituer un enseignement de « sécurité du travail », ce qui fut fait en 1945 après le départ de Robert Faillié. C'est Henri de Frémont qui lui succède en 1958 à la chaire intitulée « Sécurité du travail, Prévention des accidents et maladies du travail », puis Xavier Cuny en 1988.

Pour faire une transition avec les articles de Michel Lallement et de Gwenaelle Rot dans ce numéro, revenons sur les origines de la chaire de sociologie du travail du Cnam. Après le transfert de la chaire d'« Histoire du travail » au Collège de France avec Georges Renard en 1908, il faut attendre 1932 pour que le ministère de l'Éducation nationale restaure cette

chaire attribuée à Charles Spinasse, contre l'universitaire Paul Mantoux. Selon Michel Dreyfus, certains ont pu dire qu'elle était destinée à récompenser le succès aux élections du député SFIO. Il est vrai qu'à la lecture de ses titres et travaux présentés devant les conseils du Cnam, on ne trouve pas les références indiscutables avancées par le candidat Georges Renard en 1900. Charles Spinasse est un homme important du mouvement politique socialiste envers lequel le Conservatoire a une dette puisqu'il a fait voter les crédits pour la construction de deux nouveaux amphithéâtres. Il se fera d'ailleurs rapidement remplacer par l'historien socialiste, Georges Lefranc. Toujours est-il qu'il conserve son poste jusqu'en 1944, date à laquelle il est révoqué par mesure d'épuration en raison de ses écrits sous l'Occupation. La mesure est rapportée par la loi d'amnistie en 1953. C'est le « *brillant Georges Friedmann* » qui lui succède en 1946 et qui donne rapidement une orientation très différente. En 1952, il propose de réduire la partie historique et de développer la partie contemporaine des relations industrielles. Avec l'accord du conseil, la chaire prend l'intitulé d'« histoire du travail et des relations industrielles » pour devenir avec Jean-Daniel Reynaud puis Michel Lallement, la chaire de sociologie du travail.

Pendant les trois premières décennies du XX^e siècle, l'alliance entre les élites politiques de la République radicale et les scientifiques spécialisés dans les sciences de l'homme au travail se traduit au Conservatoire par la créa-

tion sans précédent de chaires financées tant par le ministère du Travail que par le Conseil municipal de la Ville de Paris. Après 1945, ce dossier permettra de voir si l'alliance étroite entre science et politique, si caractéristique des modalités de fonctionnement du Cnam après la réforme de 1900, évolue, comme le suggèrent les auteurs cités au fil du texte, vers une approche plus technicienne du travail et si les nominations aux chaires s'autonomisent du champ politique au cours des Trente Glorieuses.

Bibliographie

Fontanon, C. (1994). « Le Musée de la prévention des accidents ». *La Revue*, n°9, décembre 1994. En ligne sur le site du Musée des arts et métiers [URL : <http://dev2007.arts-et-metiers.net/musee.php?P=157&id=10323>].

Fontanon C. & Grelon, A. (dir.) (1994). *Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers. Dictionnaire biographique 1794-1955*. Paris : INRP/Cnam, Collection Histoire biographique de l'enseignement.

Le Bianic, T. (2008). « Des tests pour les chômeurs : la psychotechnique au ministère du travail des années 1930 aux années 1950 ». *Bulletin de psychologie*, vol. 61(4), n°496, pp.357-366.

Le Bianic, T. (2004). « Le Conservatoire des Arts et Métiers et la 'machine humaine'. Genèse et développement des sciences du travail au CNAM de 1910 à 1990 ». *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n°11, décembre 2004, pp.185-214.

Ouvrier-Bonnaz, R. (2010). « L'histoire des chaires du CNAM concernant l'Homme au travail (1900-1945) entre production de savoirs et engagement politique ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n°11, 2010, pp. 99-122.

Viet, V. (1994). *Les Voltigeurs de la République. Naissance de l'Inspection du Travail*. Paris : CNRS Editions, Collection « Histoire du 20^e siècle », 2 volumes.

Viet, V. (1992). *L'Inspection du travail et les techniques d'hygiène et de sécurité (1874-1945)*. Paris : Association pour l'Étude de l'Histoire de l'Inspection du Travail.